



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

Attractivité - Coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Recherche de financements - Convention de partenariat - Attribution de subventions - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Conseillère métropolitaine, rapporte :

L'action extérieure des collectivités désigne d'une manière générale l'ensemble des actions menées par les collectivités territoriales et leurs groupements en lien avec d'autres pays, quels qu'ils soient, « dans le respect des engagements internationaux de la France » (article L.1115-1 du Code général des collectivités territoriales - CGCT). Le terme de coopération décentralisée n'en constitue qu'une de ses formes, qui se caractérise par l'existence d'une convention de coopération passée avec une collectivité étrangère. Les actions menées vers les pays en développement peuvent être qualifiées d'actions de solidarité internationale.

Montpellier Méditerranée Métropole est déjà engagée par diverses actions de solidarité internationale. Elle participe ainsi à l'atteinte de l'équilibre mondial par le respect des Objectifs de Développement Durable (ODD). Support de rayonnement de la Métropole, la coopération décentralisée est surtout un vecteur de soutien aux associations, ONG et entreprises locales et d'accompagnement de collectivités étrangères dans le développement de leurs services publics. C'est également un outil de réflexion prospectif dans le cadre du changement climatique, puisque les contextes étrangers sont souvent bien plus contraints que celui de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est donc engagée dans différents projets, dans plusieurs domaines de compétences : eau, agriculture, développement économique.

L'engagement dans le domaine de l'Eau est pour l'instant le plus structuré. En effet, l'article L.1115-1-1 du CGCT, issu de la Loi Oudin-Santini adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et Agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines.

Ainsi, un fonds Eau a été constitué depuis 2015 dans le cadre d'un contrat avec L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, de l'ordre de 160 000 euros par an, provenant des contrats de délégations de service public dans le domaine de l'assainissement ainsi que du budget eau potable de la Régie des Eaux (prévu dans la convention d'objectif) depuis 2019. Quatre délibérations (2016-2019) ont acté le soutien de la Métropole pour :

- 15 projets portés par des associations françaises, en grande partie locales, à travers des conventions financières avec les opérateurs (et non les collectivités locales étrangères) : Liban avec le CPIEU-APIEU, Inde avec KYNAROU, Burkina-Faso avec le Secours Catholique, Togo avec HYDRAULIC SANS FRONTIERE, et Maroc avec EXPERTS SOLIDAIRES, pour citer ceux en cours ;
- un projet porté par la métropole et la municipalité de Kiffa en Mauritanie à travers une convention de coopération décentralisée à renouveler et l'instruction du projet par l'Agence Française de développement depuis février 2020 à travers son dispositif FICOL (Facilité de Financement des Collectivités territoriales).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil d'examiner un projet touchant à l'agriculture et l'alimentation. En effet, le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) et Montpellier Méditerranée Métropole ont en commun des politiques agricoles et alimentaires volontaristes. Les deux collectivités ont mené des diagnostics sur leurs systèmes alimentaires territoriaux de manière collective et concertée qui ont abouti à l'élaboration d'un projet/plan alimentaire territorial (PAT), qui constituent pour ces collectivités une politique publique forte et un outil de développement local favorisant la participation et l'implication d'un ensemble d'acteurs (des producteurs aux consommateurs) aux enjeux des territoires. La mise en œuvre des PAT s'inscrit en le fil rouge de cette proposition de coopération.

Le Plan Alimentaire Territorial du Département de Rufisque

Avec 2/3 de la superficie de la région de Dakar, le département de Rufisque comprend l'essentiel des terres agricoles régionales. Ce territoire en a fait la principale source d'approvisionnement en fruits, légumes, volailles et poissons de la région, mais également d'autres centres urbains à l'intérieur du pays. Aussi, l'urbanisation massive de ce territoire et le développement de nouveaux pôles urbains (Lac Rose, Diamniando) fera que la population devrait doubler d'ici 2035, ce qui a comme effet la disparition

progressive des espaces agricoles qui représentent pourtant une part importante de l'économie locale et contribuent à la sécurité alimentaire et à la préservation de l'environnement. Le diagnostic du système alimentaire du département de Rufisque (Le Système alimentaire du département de Rufisque, Grdr-CDR, Octobre 2017) réalisé entre 2016 et 2017 a mis en avant les atouts et les potentialités du département mais aussi les menaces qui pèsent sur le développement de ces activités agricoles.

Par ailleurs, on assiste au Sénégal comme dans de nombreux pays d'Afrique à une modification des comportements alimentaires, en particulier dans les grandes villes. Ces évolutions sont liées en partie au développement de l'agro-industrie. De nombreux produits importés de basse qualité inondent le marché et de nouvelles pathologies se développent avec l'augmentation de la consommation de produits très riches en graisses et en sucres. Il existe une offre importante de produits locaux mais la faible disponibilité de ces produits ainsi que leur prix de vente constituent un frein à leur consommation par le plus grand nombre.

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental de Rufisque a décidé de jouer un rôle central pour préserver les espaces agricoles du département et promouvoir un développement économique axé en partie sur ses ressources agricoles locales. Ce plan alimentaire territorial (PAT), validé par une grande diversité d'acteurs en Novembre 2018 est construit autour de trois axes :

- Sécuriser les exploitations agricoles familiales et promouvoir une agriculture durable ;
- Accompagner la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire ;
- Assurer à la population l'accès à une alimentation de qualité.

De son côté, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis 2015 une politique agroécologique et alimentaire territoriale volontariste. Elaborée de manière collaborative avec l'ensemble des 31 communes de son territoire, des acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, de la communauté scientifique et les territoires voisins, cette politique qui va du « champ à l'assiette » poursuit 5 objectifs :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

La Métropole s'est engagée au côté d'une centaine de villes du monde en signant en 2015 le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact), qui a pour vocation de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires et d'inciter les maires du monde entier à s'engager sur le sujet en développant des systèmes alimentaires durables. C'est dans cette perspective que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui s'engager aux côtés du Conseil départemental de Rufisque pour la poursuite de leurs travaux respectifs 'du champ à l'assiette'.

Forte de dynamiques engagées et entretenues depuis 2017, la présente proposition de coopération vise à consolider les relations entre les deux territoires afin de renforcer les capacités des élus et des techniciens de ces deux collectivités, et des communes qui les composent, en associant les autres acteurs des territoires (entreprises, associations, diaspora) à cette dynamique pour assurer la mise en œuvre et le suivi des plans alimentaires territoriaux.

Il est proposé de travailler sur 3 axes :

- *Les enjeux et savoir-faire autour de la gestion d'un MIN* et d'un pôle de transformation alimentaire ;
- *L'alimentation scolaire durable* : La modernisation de cantines, plus durables, pionnières en Afrique de l'Ouest, avec le montage d'une cuisine centrale et la mise en place d'un approvisionnement local, notamment via la mobilisation de foncier agricole pour de la production locale ;
- *Le renforcement de la gouvernance* pour la mise en œuvre une politique alimentaire.

La coopération prendra essentiellement l'aspect d'échanges d'expertises et de renforcement de capacités sur les trois axes de coopération ci-dessus :

- Visite d'experts de Montpellier à Rufisque (initialement prévue à l'automne 2020, reportée à cause de la Covid à début 2021) ;
- Voyage d'études d'acteurs du Conseil Départemental de Rufisque à Montpellier (prévu fin 2021).

Les deux collectivités et leurs partenaires ont souhaité candidater ensemble à l'appel à projets du fonds conjoint France-Sénégal du Ministère des Affaires Etrangères au printemps et en sont lauréates. Le projet bénéficie ainsi de 70% de financement dans le cadre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises. Le formulaire de dépôt du projet est annexé à la convention de partenariat, objet de la

présente délibération.

Ainsi, la Métropole bénéficiera d'une subvention de 25 000€ sur deux ans sur ce projet et prendra à sa charge :

- les frais de mission de Montpellier à Rufisque (début 2021) et de réception de la délégation Rufisquoise (fin 2021 ou début 2022). Les dépenses associées sont estimées à environ 14 000€ sur deux ans ;
- Une subvention au CIRAD pour l'expertise appliquée en matière d'évaluation ;
- Une subvention au GRDR pour la coordination de l'ensemble du projet.

Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement est une association internationale de solidarité de droit français, fondée le 18 juin 1969, composée de professionnels (agronomes, économistes, sociologues, géographes, urbanistes, travailleurs sociaux...) qui mettent leur savoir-faire au service des populations des territoires sur lesquels il agit. L'association vient en appui technique du Conseil départemental de Rufisque pour le montage de son plan alimentaire territorial.

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Les chercheurs qui connaissent bien la situation rufisquoise seront associés au projet sur le volet évaluation (application de la méthode URBAL, déjà appliquée aux cantines de la Ville de Montpellier).

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour implique l'ensemble des parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui assurera la mise en œuvre et la coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2020, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 10 550 € HT et sera versée selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 2 000 € HT au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 8 550 € HT au GRDR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- d'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145660-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CDRufisque-MontpellierMetropole-CIRAD-GRDR 2020-2021 v5.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.